



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34, avenue du Maréchal Maunoury - BP60723
41007 Blois

Blois, le 24/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DES MATERIAUX DE BEAUCE (Extension AP 2011)

La Michellerie
(ex LAFARGE GRANULATS)
28150 Prasville

Références : 00485/2024
Code AIOT : 0010013331

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement SOCIETE DES MATERIAUX DE BEAUCE (Extension AP 2011) implanté La Vallée de la Mouise 41240 Villerrmain. L'inspection a été annoncée le 15/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un porter à connaissance a été déposé en décembre 2021 qui est toujours en cours d'instruction. Les demandes portent sur (1) la modification de la remise en état en augmentant le volume de remblais et les cotes finales de remblaiement et (2) la modification des types de remblais qui seront mis en œuvre à savoir ajouter 555 000 m3 avec un pourcentage de déchet type K3+ (entre 20 et 40% du volume global) et TN+ (20% max du volume global). Une modification de ce PAC (porter a connaissance) a été réalisée par mail en avril 2024 correspondant à supprimer la mise en œuvre de déchet type TN+ en remblaiement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES MATERIAUX DE BEAUCE (Extension AP 2011)
- La Vallée de la Mouise 41240 Villerman
- Code AIOT : 0010013331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Villerman SMB est composé de 2 carrières (la " Vallée des Mouises " et la " Vallée de Thorigny") et d'un site de traitement des matériaux ("Station de l'Espérance"). Chaque installation (carrières et installation de traitement) a son propre arrêté d'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Contrôle périodique du bon état des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 9.2.4.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 2.4.4.	Demande d'action corrective	3 mois
8	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 05/07/2017, article 3.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Chapitre II section 1 article 4	Sans objet
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 9.2.4.2.2	Sans objet
4	Auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 9.2.4.3	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 7.5.7	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 2.4.4.4	Sans objet
9	Auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 9.2.7	Sans objet
10	Auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 9.3	Sans objet
11	Remblayage de	Arrêté Ministériel du 22/09/1994,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	carrière	article Chapitre II section 2 article 12	
12	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 23/05/2024, article R. 541-45	Sans objet
13	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 23/05/2024, article R. 541-43	Sans objet
14	AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 2.2.2	Sans objet
15	AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 9.2.4.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Chapitre II section 1 article 4
Thème(s) : Autre, Panneautage
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Lors de l'inspection, un panneau à l'entrée du site fait état du nom du nouvel exploitant. Un changement d'exploitant a été formalisé en 2021. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 9.2.4.2.2
Thème(s) : Autre, Rapport de fin de travaux (3 Piézomètres)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'issue des travaux, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées un rapport complet comprenant :</p> <p>la localisation précise de l'ouvrage réalisé (carte IGN au 1/25 000) avec les coordonnées en Lambert II étendu (X, Y et Z), en indiquant s'il est ou non conservé pour la surveillance ou le prélèvement d'eaux souterraines, la référence cadastrale de la parcelle sur laquelle il est implanté, le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM),</p> <p>le nom du foreur,</p> <p>la coupe technique précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des tubages et les conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors du forage, volume des cimentations, développements effectués), la cote de la tête du puits, les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance ou le prélèvement, la coupe géologique avec indication du ou des niveaux de nappes rencontrées et de leur productivité,</p> <p>les documents relatifs au déroulement du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées, date de fin de chantier,</p> <p>le résultat des pompages d'essais avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le niveau statique à une date déterminée (rattaché au niveau NGF), - les courbes rabattement/débit, - le débit d'essai, - le diamètre de l'ouvrage de pompage et sa profondeur, - l'aquifère capté, - les résultats des analyses d'eau effectuées le cas échéant.
<p>Constats :</p> <p>Un rapport de fin de travaux a été transmis lors de l'inspection.</p> <p>Ce rapport décrit le forage et les piézomètres (1 à 7) du site. Seuls les piézomètres 4-5 et 6 sont autorisés par l'arrêté de la carrière "Vallée des Mouises" (objet de l'inspection).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle périodique du bon état des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 9.2.4.2.3
Thème(s) : Autre, Condition de surveillance de l'ouvrage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'ouvrage doit faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). L'exploitant adresse au préfet, dans les trois mois suivant</p>

l'inspection, le compte rendu de cette inspection.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant nous informe que les ouvrages (les piézomètres 4 à 6 entourant et la Carrière de "la Vallée de la Mouise") n'ont pas fait l'objet d'une inspection périodique. L'exploitant ne dispose pas du rapport de visite périodique des pizomètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 9.2.4.3
Thème(s) : Autre, Fréquences et modalités de l'auto surveillance
Prescription contrôlée : En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement. Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants: [...]
Constats : Lors de l'inspection, les suivis des différentes paramètres sur les 3 piézomètres sont intégrés sur un tableau qui a été partagé. Il n'a pas été constaté d'anomalies. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 2.4.4.
Thème(s) : Autre, Extraction
Prescription contrôlée : Extraction

<p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Article 2.4.4.1 : Extraction à sec</p> <p>Le carreau de la carrière a pour cote minimale 108 m NGF au Sud -Est du site et 108,5 m NGF au Nord-Ouest .</p> <p>Le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 1 m au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.</p> <p>[...]</p> <p>Article 2.4.4.2 : Extraction en gradins</p> <p>La hauteur de chaque gradin n'excède pas 11 m.</p> <p>L'exploitation est réalisée en un seul gradin.</p> <p>[...]</p> <p>Article 2.4.4.4 : Abattage a l'explosif</p> <p>L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives.</p> <p>L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.</p> <p>Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables à une heure de moindre trafic sur la RD 74.</p> <p>Le stockage de matières dangereuses explosives est interdite sur l'ensemble du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, le plan d'avancement des carrières de la vallée des Mouises et de la Vallée de Thorigny daté du 12/12/2023 a été transmis. Ce plan d'avancement fait état de cote de fond d'extraction en dessous de la cote minimale de 108 m NGF au sud pour atteindre la cote de 108.5 m NGF au nord ne respectant pas les dispositions de l'article 2.4.4.1.</p> <p>Ce plan d'avancement fait état de la présence d'un seul gradin inférieur à la cote de 11m conformément à l'article 2.4.4.2.</p> <p>Lors de l'inspection, le plan d'abattage a été consulté et a permis de mettre en avant que les campagnes d'abattages à proximité de la route départementale avaient été réalisées conformément à l'article 2.4.4.4.</p> <p>Constat: Extraction sous la côte minimale autorisée</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 7.5.7

Thème(s) : Risques accidentels, Risques de projection en cas de tirs de mines
Prescription contrôlée : Lors de phases d'exploitation le long de la RD 74 (phase 1 à 4), les tirs à moins de 147 m de la route départementale seront réalisés de façon à être orientés parallèlement de la route et regardant l'opposé de celle ci. A une distance de 33 m de la route, la circulation sera interrompue pendant le tir suivant la procédure décrite dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. L'interruption de la circulation sur la RD 74 se fera en accord avec le service des routes du Conseil Général de Loir et Cher. Le plan des zones de dangers liées aux tirs de mines est annexé au présent arrêté.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant nous a informé qu'il avait fait à plusieurs reprises le nécessaire pour obtenir l'accord du gestionnaire de voirie afin de mettre en sécurité ce réseau par rapport au risque de projections lors des opérations d'abattages dans la bande le nécessitant. La dernière réponse du gestionnaire de voirie date de 2020 malgré les autres démarches réalisées. L'exploitant est invité à maintenir ces démarches. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 2.4.4.4
Thème(s) : Autre, Abattage explosif
Prescription contrôlée : Abattage a l'explosif L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables à une heure de moindre trafic sur la RD 74. Le stockage de matières dangereuses explosives est interdite sur l'ensemble du site.
Constats : Lors de l'inspection, le plan d'abattage a été mis à disposition, il était conforme aux prescriptions. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2017, article 3.2
Thème(s) : Autre, Garantie financière / Montant des garantie
Prescription contrôlée :

<p>Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.</p> <p>L'exploitation est menée en 6 périodes quinquennales.</p> <p>A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).</p> <p>Période 2 : S1 : 1,8 ha ; S2 : 6,65 ha ; S3 : 0,66 ha ; Montant garantie : 301 279€</p> <p>Période 3 : S1 : 2,1 ha ; S2 : 6,85 ha ; S3 : 0,7 ha ; Montant garantie : 313 888€</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été remis en séance un plan d'avancement des carrières (La Vallées de la Mouise et la vallée de Thorigny) sans pouvoir identifier sur ce plan, ou dans une annexe, les surfaces S1, S2 et S3 de chaque carrière.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis le plan et le rapport d'exploitation pour l'année 2023 (le rapport d'exploitation doit pour chaque carrière, mentionner les surfaces S1, S2 et S3).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Auto surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 9.2.7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesures périodiques (Vibrations)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Un sismographe est présent en permanence au hameau de Poisioux pendant les phases 1 à 4 et au hameau des blanchets pendant les phase 5 et 6. L'emplacement est choisi en concertation avec les habitants des hameaux. Les résultats des mesures réalisées sont relevés après chaque tir par le chef de carrière ou son représentant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a informé que le sismographe avait été déplacé et implanté chez M et Mme Cretelle.</p> <p>Une plainte a été déposée en 2022, qui a amené l'exploitant à faire modifier la mise en œuvre des produits explosifs lors des tirs d'abattage des matériaux.</p>

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 9.3
Thème(s) : Autre, Suivi, interprétation et diffusion des résultats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.3.1. : Actions correctives</p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du , notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-6 du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.</p> <p>Article 9.3.2. : Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit tous les ans un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues ainsi que de leur efficacité. Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.</p> <p>Article 9.3.3. :Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores</p> <p>Les résultats des mesures réalisées en application de l'9.2.6 sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.</p> <p>Article 9.3.4. :Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux de vibrations</p> <p>Les résultats des mesures réalisées en application de l'9.2.7 sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été annoncé que les éléments de l'autosurveillance feraient l'objet d'une présentation lors de la commission de suivi de site qui aura lieu le 5/06/2024 et qu'il n'y avait pas eu d'anomalie mesurée.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Chapitre II section 2 article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Identification et localisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.</p> <p>II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; - les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6. <p>III. - Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a mis à disposition un registre de bordereau des déchets inertes extérieurs et indiqué qu'un contrôle visuel était réalisé avant mise en œuvre dans le carroyage identifié pour remblaiement.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/05/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée :

<p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il avait un contrat avec un sous-traitant qui gère le suivi et l'alimentation sous track-dechets.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/05/2024, article R. 541-43</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>[...]</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre</p>

<p>national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant nous a informé qu'un personnel du site est en charge notamment de l'alimentation du RNDTS (Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 2.2.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Bornage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, - le cas échéant, des bornes de nivellement. <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p>Leur position est reportée sur un plan à une échelle appropriée établie par un géomètre qualifié.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, la visite de terrain a permis de constater la présence de bornes.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 9.2.4.2.1</p>

Thème(s) : Autre, Equipement des piézomètres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] La tête de puits est protégée de la circulation sur le site.</p> <p>En tête du puits, le tube de soutènement doit dépasser du sol d'au moins 50 cm. Cette hauteur minimale est ramenée à 20 cm lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, la tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</p> <p>Le tube doit disposer d'un couvercle à bord recouvrant, cadénassé, d'un socle de forme conique entourant le tube et dont la pente est dirigée vers l'extérieur. Le socle doit être réalisé en ciment et présenter une surface de 3 m² au minimum et d'au moins 30 cm au-dessus du niveau du terrain naturel pour éviter toute infiltration le long de la colonne. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local, le socle n'est pas obligatoire mais dans ce cas le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 50 cm le niveau du terrain naturel.</p> <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.</p> <p>Les conditions de réalisation et d'équipement de l'ouvrage doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.</p> <p>Le tubage est muni d'un bouchon de fond.</p> <p>Chaque piézomètre est muni d'une plaque portant son numéro, la cote nGF de la tête de l'ouvrage et le numéro attribué par la Banque de Données du Sous-Sol (BRGM).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, seul le piézomètre PZ5 a été examiné, il est sécurisé (couvercle recouvrant et cadenas) et l'état visuel est bon.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite